

<http://divergences.be/spip.php?article1390>



Fabien Bon (faucheur volontaire) & Thierry Lodé
(professeur d'écologie évolutive)

Décidément, l'empreinte écologique et le carbone nous font mal à la tête...

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - N° 16. Septembre 2009 - Français - Résistances et critiques -

Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L362xH309/rubon189-72d65.jpg>

Décidément, le propre de l'écologisme est d'avancer caché. Et ce n'est pas les habits neufs du vice-président Bové [1] qui nous montrent le contraire. Le réchauffement climatique vend déjà ses tonnes équivalent-carbone. Et voilà que, le commerce de la fin du monde nous propose encore l'une de ses jolies prestations, l'empreinte écologique [2]. Or, nous prétendons que, sous des atours dissimulés, l'empreinte écologique proclame fondamentalement une même soumission au mécanisme de l'appropriation capitaliste. Il ne s'agit que de rendre la soumission plus durable.

Dans la cacophonie exercée par nos jardiniers de la planète, l'empreinte écologique correspond à un calcul savant de la surface utile pour produire la même chose. La conclusion « heureuse » est que cette surface fictive n'existe pas et que « nous » devrions réduire notre empreinte écologique simplement pour survivre. L'empreinte révèle par conséquent le gaspillage consumériste propre à « nos » sociétés et l'absurdité de « notre mode de vie » de riches. En doutons-nous ? Voyons donc par où le bât blesse.

Sensée se référer à un contre emploi du PIB, l'empreinte écologique prétendait intégrer les données environnementales aux contraintes de l'industrie afin de mesurer la pression exercée sur les écosystèmes par le mode actuel de production capitaliste [3]. Présentée sous la forme d'un calcul scientifique des énergies consommées rapportées à la biomasse disponible, l'empreinte écologique met l'accent sur la productivité des surfaces [4]. Ainsi, dans le travail universitaire original, la bio capacité moyenne de la planète est évaluée à 1,3 ha par personne, c'est à dire que chacun consommerait la production de 1.3 ha. L'idée économique-écologique de la mesure de l'empreinte devrait ainsi permettre d'adapter l'économie marchande aux limites de la planète et de poursuivre un « développement » continu.

Néanmoins, de multiples critiques ont été portées sur le système de mesures [5] de l'empreinte écologique. En se référant à des surfaces supposées être bio-équivalentes, le calcul amoncelle des unités bien hétérogènes (agrosystèmes et océans par exemple) et simplifie la valeur marchande des écosystèmes. Bref, le soi-disant algèbre savant n'est en fait qu'un piètre exercice de mathématiques appliquées. Les agents de la force verte en retiennent pourtant l'idée que, faute de mieux, l'empreinte écologique rendrait visible la surexploitation industrielle de nos campagnes, ici rebaptisés écosystèmes pour faire plus joli. De toutes façons, le calcul rabâche toujours que la planète ne constitue finalement qu'une ressource, et une ressource, évidemment, on l'exploite. Simplement, « nous » ne le ferions pas de manière raisonnable.

En protestant contre une exploitation incontrôlée, une surexploitation de la terre, les tenants de l'empreinte écologique réussissent ainsi un premier petit tour de passe-passe en cachant que le capitalisme est essentiellement un mode d'appropriation insupportable. Les commerçants du WWF insistent d'ailleurs sur la finitude du monde pour en contrôler une meilleure vente puisque nous ne « possédons » pas les 3,2 planètes nécessaires pour continuer une telle surexploitation [6]. Qu'on ne s'y trompe pas ! Ni écolo-simplets, ni pathologiquement sceptiques, nombre de ceux qui luttent en écologisme veulent aussi combattre le capitalisme et pas seulement les débordements effarants du système marchand. Mais la lutte écologiste n'a jamais été fondamentalement anti capitaliste. L'écologisme constitue d'abord un couvert qui dissimule les errances de la marchandisation du vieux monde. Ceci n'empêche rien de l'intérêt de la résistance.

Le second non-dit de la mesure de l'empreinte est le postulat de la socio-équivalence de l'exploitation. En tant que consommateur, le prolétaire exercerait une empreinte équivalente à un patron. Le conflit social est évacué au profit d'un simple souci d'économiser le monde [7]. Il n'est alors pas étonnant que l'économie devienne la loi la plus sacrée de l'écologie et même du vieux monde qui poursuit ainsi son pseudo-développement. Ce n'est plus les exploités qui ont engagé une guerre tyrannique en nous exploitant mais l'« humanité entière » qui exerce une pression consumériste contre son propre monde. Comme dans un système religieux, l'économie de la fin du monde organise une individualisation de la faute. Ici, les humains du nord plus « riches » (d'objets pauvres) sont plus vilains que les

humains du sud (plus pauvres d'une agriculture vivrière). Si chacun trie bien sa petite poubelle, la planète serait sauvée.

Il est, bien sûr, vrai que le capitalisme fait déborder ses déchets, ce qui est bien dommage pour les bourgeois puisque l'écrémage des détritiques permettrait de relancer une économie nouvelle, la marchandisation des ordures. Mais les déchets inondent décidément beaucoup trop dans notre vie quotidienne. Aussi, les tenants de l'empreinte entament-ils une troisième oraison secrète, la culpabilisation individuelle. L'objectif est ici d'organiser une soumission intériorisée limitant l'usage de la police aux plus rétifs à la pauvreté monastique. Chacun devrait réduire son empreinte écologique en consommant « mieux », c'est à dire en usant de produits estampillés écologiquement « marchandables ». Notons que, en sollicitant un certain dénuement volontaire, l'empreinte écologique relève tout de même l'inutilité pratique de nombre d'objets manufacturés. Mais là n'est pas son objectif primitif. Il s'agit bien davantage d'obtenir l'adhésion des exploités à ce mode d'exploitation. Car en définitive, les écolo-marchands prônent bien un système de régulation par le marché lui-même, les consommateurs « pratiquant » la rationalisation des échanges économiques selon les pseudo lois d'offre et demande. Ou bien, pour le dire plus clairement, l'empreinte sollicite un capitalisme plus consensuel. C'est pourquoi il ne faudrait ni que les pauvres soient trop visibles, ni que les réticences au processus de régulation ne parlent trop fort.

Voilà donc que s'organise aussi la grande confiscation de la parole. Seule les mots écolo-sacrés ont le droit de cité. On distribue même gratuitement des films bibliques comme « une vérité qui dérange » ou encore « home ». L'écologiquement correct est devenu la règle du capitalisme. Et puis, même la misère devient moins forte : en proposant le rationnement volontaire, chacun peut expliquer aux pauvres combien cette « richesse » (pourtant tant vantée pendant des décennies) est une mauvaise fortune. La pauvreté résolue des pauvres devient une norme bien-pensante. De toutes façons, la police va veiller à parfaire ce nouveau paradigme. L'état devient le grand Ubu qui serait capable de faire plier l'organisation marchande vers un monde écologiquement vendable. Le « citoyen » de base est réclamé pour participer à cette œuvre peu banale de délation de son prochain, chacun étant sollicité pour devenir auxiliaire de la police écologique.

Car oyez, oyez, bonne gens ! Vous devez vénérer la religion verte puisque vous êtes aussi coupables de la gabegie planétaire. Et pour éveiller « vos consciences », on peut craindre qu'on envoie la nouvelle police verte. Munie d'un dépliant pédagogique, elle expliquerait aux prolétaires que le volume de leurs déchets les condamne à payer davantage encore de leur personne. « C'est l'Etat, c'est l'autel de la religion politique sur lequel la société naturelle est toujours immolée »⁸. Si l'écologisme demande encore de l'état, toujours plus de police et d'état, ce n'est que pour protéger les cabriolets de la marchandise. Plus que jamais, le capitalisme reste un vulgaire mode d'exploitation des êtres humains. C'est cela la réalité de son empreinte.

Les prolétaires ne se laisseront pas aller sans résistances ni révoltes à cette misère écolo-marchande. Rien n'est devenu aussi visible que l'exploitation quotidienne. Les pseudo alternatives économiques dévoilent de plus en plus l'indigence de leurs principes. « Quel que soit le nom que prend le gouvernement, quelles que soient son origine et son organisation, son rôle essentiel est partout et toujours d'opprimer et d'exploiter, et de défendre les oppresseurs et les exploités » rappelait Malatesta. Si l'espoir reste une catégorie électorale malveillante, la validité marchande de l'écologisme ne possède aussi qu'une durée commerciale limitée. Et voilà, la date de péremption des exploités s'approche.

Fabien Bon (faucheur volontaire) & Thierry Lodé (professeur d'écologie évolutive)

[1] Elu en 2009 vice-Président de la commission agricole au parlement Européen.

[2] ou « Ecological footprints »

[3] Rees W.E. 1992. Ecological footprints and appropriated carrying capacity : what urban economics leaves out. Environment and Urbanisation

[4] Wackernagel, M. & W. Rees. 1996. Our Ecological Footprint : Reducing Human Impact on the Earth. New Society Publishers.

[5] Grazi, JC, JM van den Bergh and P. Rietveld 2007. Welfare economics versus ecological footprint : modeling agglomeration, externalities and trade. Environmental and Resource Economics 38(1) : 135-153 ou encore Fiala, N. 2008. "Measuring sustainability : Why the ecological footprint is bad economics and bad environmental science". Ecological Economics 67 (4) : 519-525

[6] 6. Ces marchands de la nature, le WWF, proposent d'ailleurs une individualisation du calcul de votre empreinte avant de vous inviter à racheter votre bonne conduite en consommant chez eux.

[7] « Pour produire nos conditions d'existence, nous devons de toute urgence nous comporter en copropriétaires responsables. Nous redonnerons alors à l'économie son premier sens, celui du verbe " économiser " » ose énoncer Bernard Perret dans Le capitalisme est-il durable 8. Bakounine M 1867. Fédéralisme, socialisme et antithéologisme.